

# Les transports de Sacramento lâchent G4S

Les militants de Sacramento se félicitent de la décision de la direction des transports de la capitale de la Californie de ne pas renouveler son contrat de sécurité avec G4S, après une campagne mettant en lumière le rôle de l'entreprise dans des violations des droits en Palestine et aux USA.

G4S, la plus grande société de sécurité au monde, participe au fonctionnement de prisons israéliennes où des Palestiniens sont torturés et gère des prisons pour mineurs, des équipements de détention et de déportation aux USA et au Royaume Uni.

La société est également impliquée dans des violations des droits humains et du travail en Afrique dans les équipements offshore où l'Australie détient des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Pendant plus de 20 mois, des militants de SacRideHuman – une coalition d'une douzaine d'associations pour les droits humains et du travail, de groupes religieux et de défense de la Palestine – ont fait campagne auprès de la direction des transports régionaux de Sacramento pour rediriger des fonds auparavant dépensés dans des contrats de 3 ans chez G4S en emplois internes et syndiqués.

Sacramento Regional Transit a annoncé qu'il forme d'ores et déjà 30 nouveaux fonctionnaires pour remplacer les emplois privés à la fin de ce mois-ci, date de fin du contrat de G4S. La société de transport a déclaré que transférer les emplois en interne permettrait d'économiser 200 000 dollars par an.

Les militants poussèrent également la ville à ne pas privilégier les multinationales aux entreprises locales.

“C’est un exemple puissant de la force et de la profondeur de l’impact que peut avoir une campagne menée par des coalitions de convergences de luttes,” explique Friends of Sabeel Amérique du Nord, un groupe chrétien œcuménique solidaire de la Palestine qui faisait partie de la coalition.

Maggie Coulter, une militante de SacRideHuman, a expliqué à The Electronic Intifada que les campagnes couronnées de succès prennent du temps à construire et demandent des connections avec ceux qui partagent un intérêt dans les droits humains, civique et du travail.

“Si nous n’avions pas fait équipe avec d’autres militants, des églises, et des personnes d’autres organisations, je suis sûre que G4S aurait vu son contrat [renouvelé],” nous dit Coulter.

“Le résultat c’est que nos efforts ont fait la différence.”

### **Contrats non renouvelés**

G4S a perdu des millions de dollars de contrats à travers le monde par les effets directs de la campagne soutenue de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

L’année dernière, G4S a annoncé qu’il abandonnait une liste de marchés controversés, dont sa filiale israélienne et ses services de détention de mineurs aux USA.

*The Financial Times* décrit ce changement comme une tentative de G4S de prendre des distances avec “des activités endommageant sa réputation.”

Les militants ont promis de maintenir la pression sur l’entreprise aussi longtemps qu’elle restera complice des violations des droits humains des Palestiniens.

G4S a toujours des parts chez Policity, un centre d’entraînement de la police israélienne. L’entreprise fournit également ses services à Shikun & Binui, un groupe immobilier opérant dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

En Février, un important institut de recherche en Equateur n'a pas renouvelé son contrat avec G4S, s'associant à une grande chaîne de restaurant en Colombie et plusieurs agences de l'ONU au Liban et en Jordanie ont laissé tombé l'entreprise.

"G4S viole les droits humains et du travail à travers le monde," a déclaré à The Electronic Intifada Rochelle Watson, une organisatrice nationale de Friends of Sabeel Amérique du Nord.

"Cette victoire à Sacramento illustre comment un mouvement de convergences de luttes est ce dont nous avons besoin pour libérer nos communautés de sociétés aux pratiques de travail atroces, qui tirent profit de systèmes défailants d'incarcération de masse et d'occupation," explique Watson.

Les militants de Sacramento continuent de faire pression sur les élus de la ville pour "passer à l'étape suivante et arrêter de signer des contrats avec des entreprises qui tirent profit des violations des droits humains," déclare Estevan Hernandez, militant pour les droits du travail.

Traduction: LG pour BDS France

Source: The Electronic Intifada